

N° 57725-2025/1-ACTS/DERES

Date du : 12 mars 2025

Rapport de présentation

OBJET : délibération portant réglementation des inscriptions dans les écoles primaires publiques de la province Sud

PJ : un projet de délibération

Jusqu'à présent, il n'existait aucune réglementation spécifique encadrant les inscriptions scolaires dans les écoles primaires publiques de la province Sud. Or, la campagne d'inscription de 2024 pour la rentrée scolaire 2025 (février en Nouvelle-Calédonie) a mis en évidence des difficultés majeures : 1750 dossiers ont été enregistrés pendant la période officielle (juillet-août), mais plus de 1200 dossiers ont été déposés hors délais, entre janvier et mars, alors même que la rentrée avait déjà eu lieu. La carte scolaire, finalisée en octobre N-1 sur la base des inscriptions formalisées pendant la campagne, s'est retrouvée caduque en raison de ces demandes tardives, créant un déséquilibre entre les places disponibles et les besoins réels. Face à cette situation, réglementer les inscriptions devient vital pour garantir une carte scolaire efficace et permettre aux enfants d'être scolarisés au plus près de leur domicile. Cette réglementation répond également à la nécessité d'encadrer les procédures d'inscription, d'affectation et de dérogation pour garantir l'équité et la transparence dans l'accès à l'éducation.

L'objectif de cette réglementation est donc multiple :

- Encadrer et maîtriser les inscriptions scolaires afin d'anticiper les besoins et d'organiser efficacement la carte scolaire.
- Réduire le nombre de demandes d'inscription hors délais, qui perturbent l'organisation des écoles et la répartition des élèves.
- Assurer une meilleure répartition des élèves entre les écoles, en tenant compte des capacités d'accueil et des contraintes géographiques.
- Optimiser l'utilisation des ressources éducatives.
- Améliorer la communication avec les familles, en leur fournissant des informations claires et précises sur les procédures d'inscription et les critères d'affectation.
- Garantir l'égalité d'accès à l'éducation pour tous les enfants de la province Sud, en luttant contre le "nomadisme scolaire" et les contournements de la carte scolaire.

La délibération est structurée en quatre chapitres : Primo-inscription, Affectation des élèves, Renouvellement d'inscription et Dispositions finales.

Le chapitre I décrit les procédures d'inscription :

- rend obligatoire la primo-inscription en ligne via la plateforme dédiée du site institutionnel de la province Sud pour les nouvelles inscriptions ;
- limite la période des inscriptions en ligne pour l'année N+1 à la campagne annuelle fixée par arrêté de la présidente de l'assemblée de la province Sud ;
- énumère les pièces justificatives constitutives du dossier de demande d'inscription ;
- fixe les délais de régularisation des dossiers incomplets, au-delà desquels la demande est rejetée ;
- précise les délais de réponse de l'administration.

Le chapitre II donne les modalités d'affectation et de dérogation :

- prévoit l'affectation dans l'école de secteur, avec une orientation vers une école du même bassin géographique en cas de capacité insuffisante ;
- prévoit la possibilité pour les représentants légaux de demander l'affectation dans une autre école du bassin géographique ;
- Fixe les modalités de changement d'école en cours d'année scolaire ;
- définit les conditions de recevabilité des demandes de dérogation hors bassin, qui doivent être motivées par des circonstances exceptionnelles et accompagnées de justificatifs probants ;
- souligne qu'une demande de dérogation est appréciée au regard de l'intérêt de l'enfant, de la motivation, des justificatifs, des effectifs et des capacités d'accueil de l'école demandée ;
- précise la durée de validité des dérogations accordées ;
- prévoit les modalités d'informations des parents concernant l'affectation de leur enfant et les suites données aux demandes de dérogation.

Le Chapitre III énonce les modalités de renouvellement d'inscription des parents

- décrit les modalités de renouvellement automatique au sein d'un même établissement ;
- prévoit le passage en niveau supérieur lorsque celui-ci nécessite un changement d'école.

Le Chapitre IV énonce les dispositions finales

- impose aux parents de signaler tout changement de situation ;
- prévoit les modalités de modifications des dispositions de la délibération ;
- fixe l'entrée en vigueur de la délibération.

S'agissant des pièces justificatives à fournir, la province Sud a pris la décision de ne plus accepter comme justificatif de domicile les attestations d'hébergement présentées seules. Cette mesure vise à garantir que l'enfant réside effectivement à l'adresse indiquée.

En effet, les inscriptions et désinscriptions fréquentes rendent difficile l'anticipation des effectifs et la planification de la carte scolaire avec des conséquences sur l'ajustement des capacités d'accueil, la répartition des ressources voire l'organisation des transports scolaires.

Cette mesure a également pour objectif de s'assurer que l'enfant soit inscrit durablement dans son école de secteur, évitant ainsi le nomadisme scolaire, cause avérée d'échec scolaire. En effet les changements fréquents d'établissement scolaire perturbent la continuité des apprentissages, obligent l'enfant à s'adapter à chaque fois à un nouvel environnement, de nouvelles méthodes d'enseignement, de nouveaux camarades.

En exigeant un justificatif de domicile plus probant, la province Sud souhaite stabiliser le parcours scolaire des élèves et favoriser leur réussite.

Néanmoins, si l'attestation d'hébergement produite de façon isolée n'est pas admise comme justificatif de domicile, les familles hébergées pourront compléter leur dossier en joignant à leur attestation d'hébergement tout autre document venant corroborer l'adresse mentionnées dans l'attestation (contrat de travail, fiche de paye, carte d'électeur, relevé d'identité bancaire (RIB), ...). Ces éléments supplémentaires permettront d'attester de manière fiable la domiciliation effective de l'enfant et de sa famille.

En conclusion, cette délibération vise à établir un cadre clair et transparent pour les inscriptions scolaires dans les écoles primaires publiques de la province Sud, en garantissant une équité et une efficacité dans la gestion des inscriptions.

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.